



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

71^e séance plénière

Mardi 23 avril 2024, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

*En l'absence du Président, M. Seah (Singapour),
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 63 de l'ordre du jour (suite)

Exercice du droit de veto

M. Massari (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie se félicite de l'occasion qui lui est donnée de débattre de la résolution 76/262 et de sa mise en œuvre, deux ans après son adoption, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Exercice du droit de veto ».

Le présent débat est particulièrement opportun compte tenu des attaques incessantes contre le système multilatéral des Nations Unies et des multiples crises auxquelles le monde est confronté. Dans ce contexte, nous tenons à rappeler que le droit de veto dont disposent les membres permanents du Conseil de sécurité reste une partie du problème, et le nombre record de neuf veto émis cette année au Conseil au cours de la période considérée, soit le triple du nombre de recours au veto faits au cours de la même période l'année dernière, confirme nos convictions à cet égard.

L'Italie figurait parmi les coauteurs de la résolution 76/262. Nous sommes d'avis que le mécanisme créé par cette résolution a contribué à renforcer le système des Nations Unies. La convocation automatique de l'Assemblée générale chaque fois que le droit de veto est exercé au Conseil de sécurité accroît la transparence et l'obligation de rendre des comptes. L'activation de ce mécanisme

au cours des 12 derniers mois, en particulier en ce qui concerne les veto mis à trois des situations qui mettent le plus en péril la paix et la sécurité internationales, confirme son importance. Nous nous félicitons également de son caractère subsidiaire par rapport au mécanisme de la résolution intitulée « L'union pour le maintien de la paix » (résolution 377 (V)), qui continue d'être un instrument précieux pour garantir l'action politique de l'ONU face aux crises de sécurité complexes dont elle est saisie.

Le droit de veto est anachronique. Bien que compréhensible dans le contexte historique spécifique de 1945, il est aujourd'hui en contradiction flagrante avec l'un des principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, le principe de l'égalité souveraine des États. À de trop nombreuses occasions, le droit de veto a empêché le Conseil de sécurité de s'acquitter de ses responsabilités vitales face à des situations menaçant la paix et la sécurité internationales, dans lesquelles l'ONU aurait vraiment pu changer la donne sur le terrain. Toute réforme crédible du Conseil de sécurité doit prendre cette réalité pour point de départ et construire un système plus démocratique, plus représentatif, plus transparent, plus efficace et plus responsable.

J'étais interloqué en entendant une délégation déclarer ce matin (voir A/78/PV.70) que, sur la réforme du Conseil de sécurité, le groupe de négociation que je coordonne et représente utilise une sorte de veto implicite pour entraver le passage à des négociations fondées sur un texte. Je m'inscris en faux contre cette allégation, qui est à la fois trompeuse et hypocrite sur au moins trois points.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Premièrement, le Groupe du consensus est favorable à des négociations fondées sur un texte, dès qu'une convergence sur le modèle de réforme aura mûri. Deuxièmement, de nombreux groupes de négociation estiment que les conditions ne sont pas encore réunies pour des négociations fondées sur un texte. Troisièmement, la délégation qui a affirmé que nous usons d'un veto implicite sur les négociations fondées sur un texte demande un siège permanent avec droit de veto pour elle-même.

Pour l'instant, nous ne nous faisons pas d'illusion sur le fait que les cinq membres permanents renonceront à ce privilège dont ils jouissent en vertu de la Charte, et leur position à cet égard est pleinement garantie par la procédure d'amendement prévue à l'Article 108. Toutefois, nous exigeons et attendons d'eux qu'ils agissent de manière responsable et qu'ils fournissent une explication complète à l'ensemble des membres de l'Assemblée générale lorsqu'ils exercent leur droit de veto. Cette attente est largement partagée par les Membres de l'ONU, à en juger par l'adoption par consensus de la résolution 76/262 et par la large participation aux séances convoquées en application de ses dispositions.

Nous recommandons également l'application requise, et qui n'a que trop tardé, du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte, qui prescrit l'obligation de s'abstenir dans un vote portant sur un différend auquel le membre du Conseil est partie. Cette obligation s'applique aussi bien aux membres permanents qu'aux membres non permanents.

Nous saisissons aussi cette occasion pour réaffirmer notre ferme soutien aux initiatives qui visent à limiter l'exercice du droit de veto, en particulier l'initiative franco-mexicaine et le Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence.

Les défis mondiaux qui nous attendent, que ce soit dans le domaine de la paix et de la sécurité, du développement durable, de l'action climatique, des droits de l'homme ou de l'état de droit, nécessitent une réponse multilatérale vigoureuse basée sur l'ordre international fondé sur des règles, qui est trop souvent mal interprété et bafoué. Saisissons l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui de réaffirmer notre engagement en faveur d'un système multilatéral efficace, démocratique et inclusif, dans lequel l'efficacité du processus décisionnel n'est pas compromise par les intérêts politiques nationaux étroits de quelques-uns.

M. Hachem (Liban) (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons aujourd'hui à un moment où l'Organisation des Nations Unies fait l'objet d'une plus grande attention, mais suscite aussi une frustration accrue. Ces derniers temps, chaque fois que le Conseil de sécurité est sur le point de voter sur Gaza, le monde a les yeux rivés sur ce

bâtiment, aspirant à une résolution qui n'a que trop tardé de cette tragédie effarante. Malheureusement, aucune solution n'est sortie de ce bâtiment. L'ONU a les mains liées. Le Conseil de sécurité est paralysé. Et nous sommes dans une impasse permanente.

C'est dans ce contexte que l'initiative relative au droit de veto a vu le jour il y a deux ans, ouvrant un petit créneau porteur dans lequel tous les pays, grands ou petits, ont leur mot à dire lorsqu'un veto est mis. C'est avec cette conviction que le Liban s'est porté coauteur de la résolution 76/262, qui réaffirme le rôle important que joue l'organe universel qu'est l'Assemblée générale et rappelle que celle-ci a son mot à dire sur les questions liées à la paix et à la sécurité internationales. Nous pensons que cette résolution apporte une valeur ajoutée au Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, qui appelle les membres du Conseil de sécurité à ne pas voter contre un projet de résolution crédible visant à prévenir ou à faire cesser des atrocités criminelles, ou à l'initiative franco-mexicaine sur la restriction de l'exercice du droit de veto, que le Liban soutient.

Aussi remarquables que soient ces initiatives, il importe de garder à l'esprit qu'une réforme globale du Conseil de sécurité reste essentielle si nous voulons progresser vers une Organisation des Nations Unies plus efficace et plus crédible. Il convient d'accorder une attention particulière aux petits États dans le cadre de ce processus, étant donné qu'ils ont siégé au Conseil avec brio.

On s'interroge souvent, et à juste titre, sur l'utilité de l'ONU. Et force est de constater qu'il n'est pas toujours facile d'apporter une réponse satisfaisante à cette interrogation. Oui, l'édifice multilatéral a des fissures. Oui, l'Organisation des Nations Unies est loin d'être irréprochable. Mais vers qui nous tourner ? Pour beaucoup d'entre nous, en particulier les petits États, nous nous tournons vers ce même bâtiment, vers la Charte des Nations Unies et vers le droit international comme bouclier de protection de l'humanité, de la moralité et de la légalité.

Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies joue un rôle essentiel pour des pays comme le mien. En tant que Membre fondateur de l'ONU, le Liban a toujours considéré l'Organisation comme une partenaire de longue date. Nous respectons l'ONU. Nous croyons en l'ONU. Et nous sommes pour une Organisation des Nations Unies forte.

M. Al-Ali (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Nous remercions le Président d'avoir organisé cet important débat annuel sur l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité, que nous considérons comme une occasion favorable de mener un dialogue constructif sur les situations dans lesquelles le droit de veto est exercé.

Nous tenons à dire combien nous jugeons préoccupante la recrudescence du recours au veto au Conseil de sécurité au cours des 12 derniers mois. Depuis avril 2023, le veto a été utilisé 13 fois, ce qui représente une augmentation exceptionnelle par rapport aux années précédentes. Il est encore plus inquiétant de constater que neuf de ces cas, soit environ 70 %, sont liés à des problèmes avec lesquels notre région est aux prises, en particulier la cause palestinienne.

Le Conseil a été empêché à plusieurs reprises de prendre des mesures nécessaires, telles que l'appel à un cessez-le-feu à Gaza et l'examen de la demande d'admission de la Palestine à l'ONU en tant que Membre à part entière, bien que la grande majorité des États Membres soutiennent ces mesures. Cette tendance inquiétante souligne la nécessité urgente de réformer le Conseil de sécurité et de veiller à ce que le droit de veto ne soit pas utilisé de manière abusive pour affaiblir la volonté de la communauté internationale. Nous félicitons les 10 membres élus du Conseil pour le rôle central qu'ils jouent et pour l'importante responsabilité qu'ils assument dans le traitement des questions humanitaires urgentes, même face aux divisions entre les membres permanents. En témoigne leur récent succès dans l'adoption de la résolution 2728 (2024), qui exigeait un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza pendant le mois sacré du ramadan, menant à un cessez-le-feu durable. Nous sommes vivement préoccupés qu'Israël n'ait pas appliqué cette résolution.

Le recours fréquent au veto et les profondes divisions au sein du Conseil de sécurité, résultant du fait que les intérêts géopolitiques priment, sapent les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à des solutions politiques, paralysent l'action menée par le Conseil de sécurité pour traiter de nombreuses questions importantes et affaiblissent la légitimité et la crédibilité de ses résolutions. Même lorsque le veto n'est pas utilisé, les résolutions sont souvent adoptées sans consensus, ce qui limite leur force et leur efficacité.

Pour remédier à cette situation inacceptable, nous soulignons qu'il faut établir des critères clairs et précis devant régir l'exercice du droit de veto, conformément au droit international, à la volonté de la grande majorité des États Membres et à l'avis impartial du Secrétariat. Nous soutenons les appels visant à restreindre l'exercice du droit de veto en cas d'atrocités criminelles, y compris l'initiative lancée par la France et le Mexique et appuyée par plus de 100 États Membres. Le veto ne doit pas entraver l'action menée par la communauté internationale en vue de prévenir les atrocités commises contre des civils sans défense.

Nous nous félicitons également du mécanisme de responsabilisation et de transparence créé par la résolution 76/262, en vertu de laquelle nous nous réunissons aujourd'hui. Ce mécanisme est un pas dans la bonne direction pour limiter le recours excessif au veto et renforcer le rôle de l'Assemblée générale en tant que conscience de la communauté internationale. Toutefois, il reste urgent de poursuivre les efforts de réforme du Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne la régulation de l'exercice du droit de veto. À cet égard, nous remercions les Coprésidents des négociations intergouvernementales, S. E. M. Tareq Albanai, Représentant permanent de l'État du Koweït, et S. E. M. Alexander Marschik, Représentant permanent de la République d'Autriche, de leurs efforts inlassables dans la conduite des négociations.

Les Émirats arabes unis ont toujours cru au rôle central que joue l'ONU dans l'instauration de la sécurité, de la paix et de la prospérité dans le monde. Cependant, le recours abusif et fréquent au droit de veto ébranle la confiance et les espoirs des peuples dans le système international actuel, en particulier dans notre région arabe, qui continue à souffrir grandement des guerres et de l'instabilité.

Pour terminer, nous soulignons qu'il faut redoubler d'efforts pour réformer le Conseil de sécurité et améliorer ses méthodes de travail.

M. Young (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Dans le cadre du serment fait en 1945 de protéger les générations futures du fléau de la guerre, les Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ont conféré au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. À ce titre, les membres permanents du Conseil se sont vu accorder un droit de veto. Celui-ci est une lourde responsabilité, qui doit être utilisée pour éviter les conflits et les régler. Il doit être exercé de manière responsable et avec obligation de rendre des comptes. C'est pourquoi nous nous sommes portés coauteurs de la résolution 76/262 dans cette salle en 2022, afin de permettre un examen minutieux de l'exercice du droit de veto. Depuis lors, l'Assemblée générale s'est réunie à plusieurs reprises en réaction au recours au veto – sur l'Ukraine, à deux reprises sur la République populaire démocratique de Corée, sur le Mali, sur le blocage de l'aide humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie, et sur Gaza. Et nous avons écouté attentivement les opinions de l'ensemble des membres à ces occasions.

Pour sa part, le Royaume-Uni n'a pas exercé son droit de veto depuis 1989 (voir S/PV.2841 et S/PV.2902) et, en tant que fiers signataires du Code de conduite du Groupe

Responsabilité, cohérence et transparence, nous restons déterminés à ne jamais voter contre un projet de résolution crédible qui serait susceptible d'empêcher des atrocités criminelles ou d'y mettre un terme. Nous encourageons tous les États Membres, notamment les autres membres permanents du Conseil de sécurité, à soutenir cette initiative.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Deux ans après l'adoption de la résolution 76/262, l'importance du mécanisme créé pour que le Conseil de sécurité puisse rendre des comptes à l'Assemblée générale en cas de recours au veto est évidente. Cela démontre que cette résolution reste d'actualité. L'an passé, chaque fois que le mécanisme créé par la résolution 76/262 a été activé, le niveau de participation des États Membres a été très élevé, ce qui prouve également l'énorme intérêt que tous les États Membres portent au mandat du Conseil de sécurité, qui, ne l'oublions pas, agit, ou n'agit pas, au nom de tous les Membres. Nous ne devons jamais oublier que le veto n'est pas un droit, mais l'exercice d'une grande responsabilité. Loin de défendre l'intérêt collectif par des arguments qui facilitent le consensus entre les membres du Conseil, le veto a entravé et perverti l'action menée dans l'intérêt commun et a favorisé la division entre les membres. Ces obstacles sont difficiles à comprendre face au coût humain élevé dont la communauté internationale est témoin dans des situations telles que Gaza et l'Ukraine. Récemment, l'exercice du droit de veto a également bloqué l'aspiration de la Palestine à devenir un Membre à part entière de l'ONU (voir S/PV.9609), malgré le large soutien non seulement des membres du Conseil, mais aussi des Membres de l'Organisation, y compris celui de mon pays, le Mexique.

Pour le Mexique, empêcher l'action du Conseil de sécurité par le recours au veto lorsque des atrocités criminelles sont commises n'est pas seulement un abus et un échec du système de sécurité collective, mais aussi une grave violation des buts et principes mêmes énoncés dans la Charte des Nations Unies et une transgression du droit international, dont la conséquence immédiate n'est autre que de laisser des populations entières absolument sans défense. La résolution 76/262 représente sans aucun doute une amélioration dans le processus de renforcement de l'Organisation et du rôle que joue l'Assemblée générale dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales.

Malgré les progrès incontestables que nous avons réalisés, le débat d'aujourd'hui nous donne l'occasion de réfléchir à d'autres domaines ou actions qui nous permettraient d'aller plus loin. Alors que nous continuons d'être malheureusement témoins de cas similaires de violation du droit international, l'initiative franco-mexicaine visant à restreindre le recours au veto, qui compte 106 signataires,

reste aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était il y a plus de neuf ans, lorsqu'elle a été lancée. Nous invitons de nouveau ceux qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à cette initiative. Comme cela a été dit, elle est tout à fait complémentaire d'autres efforts visant le même objectif, comme le Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence. Le Mexique estime que, pour compléter ces efforts, il faudrait envisager d'autres actions que pourrait prendre l'Assemblée générale sur l'exercice du droit de veto en cas d'atrocités criminelles, pour donner un nouvel élan aux initiatives que nous venons de mentionner et contribuer à renforcer la voie que la résolution 76/262 a déjà commencé à tracer.

À cet égard, un aspect auquel il convient de réfléchir, c'est comment donner pleinement effet aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies, en particulier celle qui dispose que

« dans les décisions prises aux termes du Chapitre VI et du paragraphe 3 de l'Article 52, une partie à un différend s'abstient de voter ».

Bien qu'il s'agisse d'une norme en vigueur de la Charte, cette disposition est régulièrement bafouée. Étant donné que le Conseil agit, ou n'agit pas, en notre nom à tous, il est indéniable que l'Assemblée peut et doit davantage avoir voix au chapitre en ce qui concerne le respect des règles, telles que celles énoncées au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte.

Il n'existe pas de solutions faciles aux problèmes de paix et de sécurité auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui. Un véritable engagement est nécessaire pour défendre et respecter l'état de droit. À cette fin, nous devons d'abord assurer le respect et l'intégrité de la Charte. Les 193 États Membres de l'Organisation ont le devoir d'agir avec moins d'indifférence, avec plus de responsabilité et en phase avec l'évolution du droit international afin d'améliorer l'efficacité du Conseil, de revitaliser le rôle de l'Assemblée générale et d'assurer universellement la protection des droits humains.

M^{me} Zalabata Torres (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie se félicite de l'organisation du présent débat consacré à l'exercice du droit de veto, une question déterminante qui influence le fonctionnement du système multilatéral, en particulier en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il y a deux ans, nous, les États Membres, avons adopté par consensus la résolution 76/262, qui institue un mécanisme de responsabilisation obligeant les membres permanents du Conseil de sécurité qui exercent leur droit de veto à rendre compte à l'Assemblée générale des circonstances et des

considérations qui ont motivé l'exercice de ce droit, afin de permettre à l'ensemble des Membres d'exprimer ses vues sur la question. Le fait qu'en 2024, l'on ait déjà recouru au veto à cinq reprises ne fait que réaffirmer son importance.

En tant que Membre fondateur de l'ONU, la Colombie défend les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, notamment l'égalité souveraine des États. Par conséquent, la position historique de mon pays sur le droit de veto est restée claire et constante. La Colombie souligne qu'il importe d'abolir le veto, car il s'agit d'un mécanisme colonial et antidémocratique qui limite la légitimité et l'efficacité du Conseil de sécurité dans l'accomplissement de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme le montre l'incapacité répétée de cet organe à prendre des mesures décisives face à la situation critique à Gaza. Pour cette même raison, nous ne pouvons non plus accepter que le processus de réforme du Conseil de sécurité étende cette prérogative aux nouveaux membres permanents présumés.

Tandis que les conditions sont créées pour éliminer le veto des pratiques du Conseil de sécurité, nous continuerons à insister sur la nécessité de renforcer et d'élargir l'application des instruments existants qui visent à limiter le recours au veto, en particulier en cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, des atrocités contre lesquelles nous avons la responsabilité collective d'agir. Nous parlons en particulier de l'initiative franco-mexicaine, du Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, du principe dénommé « L'union pour le maintien de la paix », de l'initiative relative au droit de veto et des dispositions du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte. Dans le cadre du renforcement de la transparence et du respect du principe de responsabilité, il faut également promouvoir une réflexion sur le règlement intérieur du Conseil de sécurité, en particulier sur l'article 20, selon lequel l'État qui assure la présidence doit céder cette charge à un autre membre lors de l'examen d'une question déterminée au regard de laquelle il se trouve dans une position particulière.

La Colombie est fermement convaincue que la réforme du Conseil de sécurité nécessite une approche proactive et constructive, non défensive, qui donne la priorité au respect des droits de l'homme, aux principes du droit international et à l'approche collaborative décrite à l'Article 24 de la Charte, qui dispose que les membres du Conseil doivent agir au nom de tous les Membres de l'Organisation plutôt qu'à titre individuel.

M. Dvornyk (Ukraine) (*parle en anglais*) : Il y a deux ans, l'Ukraine a été l'un des coauteurs originaux de

la résolution 76/262. Nous nous réjouissons de constater que cette initiative semble désormais bien ancrée dans nos pratiques de travail.

La question de l'exercice du droit de veto a toujours revêtu une importance particulière pour l'Ukraine et les autres États Membres qui défendent la Charte des Nations Unies et les principes qu'elle consacre. Dans le contexte de l'invasion de mon pays par la Russie et de l'immobilisation délibérée du Conseil de sécurité, ancrée dans la stratégie agressive de la Russie, cette question est plus que jamais d'actualité. Pratiquement tous les projets de résolution que le Conseil de sécurité a tenté d'adopter en réaction à l'agression menée par la Russie contre l'Ukraine depuis 2014 ont été bloqués en raison du recours abusif au droit de veto par le pays qui occupait autrefois le siège de l'Union soviétique au Conseil de sécurité, la Fédération de Russie.

En particulier, la Russie a opposé son veto en 2014 (voir S/PV.7138) au projet de résolution S/2014/189 concernant l'intégrité territoriale de l'Ukraine, lorsqu'elle a lancé une agression armée et amorcé l'occupation temporaire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol ; en 2015 au projet de résolution S/2015/562 se rapportant à l'aéronef assurant le vol MH17 de la Malaysia Airlines, qu'elle a abattu en 2014 au-dessus du territoire de l'Ukraine ; en 2022 au projet de résolution S/2022/155, condamnant son agression à la suite du déclenchement d'une invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 ; et, à nouveau en 2022, au projet de résolution S/2022/720, concernant sa tentative d'annexion des territoires souverains de l'Ukraine en septembre 2022, lorsque, bien que la Russie ait été la seule à voter contre, le Conseil a été empêché de s'acquitter de sa responsabilité principale qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

L'Ukraine rappelle que le droit de veto a été conçu non pas comme un privilège, mais comme une responsabilité. Le fait que la Russie a, ces dernières années, abusivement exercé son droit de veto pour bloquer des projets de résolution et d'autres mesures destinées à lutter contre son agression et ses crimes de guerre va à l'encontre de l'esprit de la Charte. C'est pourquoi l'Ukraine appuie résolument les initiatives existantes qui visent à limiter le recours au droit de veto et à renforcer l'obligation de rendre des comptes des États qui l'exercent, notamment le Code de conduite relatif à l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, élaboré par le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, ainsi que l'initiative franco-mexicaine sur la suspension du droit de veto en cas d'atrocités criminelles.

En outre, nous ne devons pas tolérer que l'on persiste à faire fi du principe contenu au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte, qui dispose que, dans les décisions prises au titre du Chapitre VI et du paragraphe 3 de l'Article 52, une partie à un différend s'abstient de voter. Par ailleurs, nous sommes convaincus que le recours au veto doit également être limité si un membre permanent est directement impliqué dans un conflit dont est saisi le Conseil de sécurité, et que l'on ne peut donc pas attendre de lui qu'il exerce de manière impartiale ses droits et privilèges de vote.

Les Membres de l'ONU ne sauraient tolérer davantage l'utilisation abusive du droit de veto et doivent chercher à renforcer l'obligation de rendre des comptes. Nous prions l'Assemblée générale de traduire notre engagement en actes en renforçant les mécanismes en vigueur et en mettant en œuvre les initiatives existantes afin d'empêcher l'agresseur de prendre le Conseil de sécurité en otage et d'en faire un simple spectateur de ses crimes.

M. Lagorio (Argentine) (*parle en espagnol*) : Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, le droit de veto est une forme de privilège pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ce qui a entraîné non seulement une inégalité criante entre les membres de cet organe, mais aussi une inefficacité dans le traitement des situations qui mettent en péril la paix et la sécurité internationales. Il est paradoxal que le droit de veto confié aux cinq membres permanents ait fini par mettre à mal la fonction principale de cet organe, qui est chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Depuis les négociations de la Conférence de San Francisco en 1945, l'Argentine a adopté une position très ferme contre le veto, au motif qu'un tel privilège viole le principe de l'égalité souveraine de tous les États et implique, dans les faits, que l'État détenteur de ce privilège a le droit de passer outre à la volonté des autres Membres de l'Organisation. Le veto est un outil inefficace pour le fonctionnement du Conseil de sécurité. Celui-ci est censé maintenir la paix et la sécurité internationales, ce qu'il ne peut pas faire si les conflits qui impliquent l'un des cinq membres permanents entraînent fréquemment le recours au veto.

À court terme, cela signifie parfois que l'ONU ne peut pas intervenir dans des situations où la paix et la sécurité internationales sont menacées. À long terme, cette situation nuit à l'image, à la fiabilité et au mandat du Conseil de sécurité, ainsi qu'à la confiance dans le système de sécurité collective mis en place par la Charte des Nations Unies. Par exemple, tout au long de l'histoire de l'ONU, il y a eu un certain nombre de circonstances dans lesquelles le Conseil n'a pas pu agir ou son action a été limitée par l'un de ses membres permanents.

Lorsque le droit de veto est exercé, les membres permanents du Conseil sont censés fournir des explications détaillées à ce sujet. Le fait que ces explications sont fournies à l'Assemblée générale ne porte pas atteinte à l'autorité du Conseil de sécurité mais renforce au contraire la relation de complémentarité que les deux organes doivent entretenir. C'est dans cet esprit que l'Argentine a soutenu l'adoption de la résolution 76/262 qu'elle considère comme un grand pas en avant sur la voie du renforcement du fonctionnement de l'ONU.

Bien que nous soutenions le mécanisme établi par la résolution 76/262, nous comprenons qu'il ne porte pas préjudice aux négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité. La question du veto est l'une des cinq grandes questions retenues pour les discussions prévues dans le cadre des négociations intergouvernementales et qui ne peuvent être traitées séparément.

Une réforme crédible et viable du Conseil de sécurité nécessite une approche globale et intégrée qui porte sur les cinq grandes questions, comme indiqué dans la décision 62/557. Toute approche fragmentaire, qui ne prendrait pas dûment en compte les liens entre les différentes questions, serait biaisée et ferait probablement perdurer l'inefficacité actuelle du Conseil. À cet égard, l'Argentine ne peut accepter les formules qui visent à étendre le droit de veto à de nouveaux membres. Il va sans dire que plus le Conseil de sécurité aura de possibilités de veto, moins il sera efficace. Efficacité et droit de veto sont incompatibles.

Nous sommes d'avis que le Conseil de sécurité doit être réformé afin que sa transparence, sa légitimité et son bon fonctionnement s'améliorent au maximum aux yeux de l'ensemble des Membres de l'ONU et aux yeux de nous, les peuples, comme cela est écrit au tout début de la Charte des Nations Unies. Pour cette raison, nous tenons à souligner que la proposition de réforme du Conseil promue par le Groupe du consensus, dont l'Argentine est membre, prévoit, dans le cadre des négociations intergouvernementales, d'augmenter le nombre de membres non permanents, tout en recommandant, à tout le moins, de limiter le recours au droit de veto.

L'Argentine est convaincue que le veto doit être aboli si nous voulons que le Conseil de sécurité soit en mesure d'apporter des réponses aux multiples crises avec lesquelles le monde est aux prises. Par conséquent, à court terme, nous devons nous efforcer de trouver des moyens de limiter son utilisation, en particulier dans des circonstances telles que les situations impliquant les crimes internationaux les plus graves. À cet égard, l'initiative franco-mexicaine et le Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence doivent être pris en compte.

M. Muhith (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé le débat important d'aujourd'hui sur l'exercice du droit de veto, au titre du point 63 de l'ordre du jour. Ce débat est important dans le contexte de la grave polarisation actuelle au sein du Conseil, qui conduit à une impasse regrettable sur un certain nombre de questions qui constituent de réelles menaces pour la paix et la sécurité internationales.

Le Bangladesh continue de rappeler que l'Assemblée générale, organe le plus représentatif, le plus inclusif et le plus démocratique de l'Organisation des Nations Unies, incarne la solidarité internationale et constitue la pierre angulaire du multilatéralisme. Ses travaux reflètent mieux la volonté des peuples du monde que tout autre organe principal de l'ONU, y compris le Conseil de sécurité.

Nous estimons qu'il est important que le Conseil rende des comptes à l'Assemblée générale. Le paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies dispose clairement que

« [les] Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom ».

Par conséquent, la responsabilité du Conseil à l'égard de l'ensemble des Membres est une attente logique implicite.

En tant que garants de la paix et de la sécurité internationales, les membres permanents du Conseil se sont vu accorder le privilège du veto. Ce privilège s'accompagne toutefois d'une grande responsabilité. Nous devons également prendre conscience du fait que les réalités géopolitiques du monde ont considérablement changé par rapport à l'époque de l'après-Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée. En effet, la composition du Conseil et ses méthodes de travail, y compris le droit de veto accordé aux seuls cinq membres permanents, ne sont pas adaptées à l'évolution de la dynamique politique et économique mondiale d'aujourd'hui.

Le veto ne devrait pas être utilisé pour empêcher le Conseil de prendre des décisions importantes, y compris l'admission de nouveaux États Membres. Récemment, nous avons vu la volonté de l'écrasante majorité des Membres d'accepter la Palestine en tant qu'État Membre à part entière de l'ONU être neutralisée par un veto au Conseil de sécurité (voir S/PV.9609).

Le droit de veto ne devrait pas non plus être utilisé pour protéger les auteurs de violations de la Charte des Nations Unies ainsi que du droit international et des normes et pratiques internationales. Nous avons vu récemment, à plusieurs reprises, comment la demande d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza n'a pas pu faire l'objet d'un accord en raison d'un recours injustifié au veto au Conseil. À cause de ce veto, l'attaque barbare perpétrée contre les Palestiniens se poursuit sans relâche, entraînant la mort de plus de 35 000 civils, dont 70 % de femmes et de filles, plongeant des millions de personnes dans la famine, et provoquant l'obstruction de l'aide humanitaire et la destruction massive de maisons, d'écoles, d'hôpitaux et de mosquées.

Le veto et sa nature antidémocratique vont à l'encontre des principes mêmes qui ont présidé à la création de l'ONU. Il est donc urgent que les États Membres poursuivent un dialogue inclusif et approfondi sur la question du veto. Le Bangladesh est prêt à se joindre au consensus qui se dégage sur cette question. En attendant, nous appelons à une utilisation judicieuse du veto tant qu'il existe, en limitant son application dans certaines situations impérieuses, en particulier pour prévenir le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les violations graves du droit international.

Ma délégation se félicite de l'adoption de la résolution 76/262, qui établit un mandat permanent permettant à l'Assemblée générale de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité. Aborder la question de l'équilibre des pouvoirs entre les organes principaux de l'ONU, en particulier entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, est une avancée dans l'application du principe de responsabilité au sein du système des Nations Unies. En effet, l'adoption de cette résolution a, dans une certaine mesure, renforcé le rôle de l'Assemblée générale. Cela pourrait décourager, au moins dans certains cas, l'exercice excessif ou injustifié du droit de veto au Conseil de sécurité et pourrait contribuer à sensibiliser l'opinion publique à cette question. En outre, nous espérons que cette initiative favorisera une culture de dialogue, de transparence et de coopération entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, ce qui, en fin de compte, conduira à une plus grande prudence dans l'exercice du droit de veto.

Pour terminer, je réaffirme que le Bangladesh continuera à œuvrer de manière constructive avec les autres États Membres, notamment dans le cadre des négociations intergouvernementales, à la réforme du Conseil de sécurité. Nous pensons que ce processus contribuera à terme à améliorer le système des Nations Unies, en le rendant

plus efficace, plus transparent, plus inclusif et, surtout, plus crédible, et qu'il aidera à préserver la nature de l'Organisation, qui est conduite par les États Membres, dans le contexte du XXI^e siècle. Des discussions honnêtes et franches et des actions ultérieures fondées sur le consensus ne peuvent que nous mener dans cette direction positive.

M. De La Gasca (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé la présente séance à l'occasion du deuxième anniversaire de l'adoption de la résolution 76/262, également connue sous le nom d'initiative relative au veto, par laquelle l'Assemblée générale a établi un mandat permanent lui permettant de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité.

Il s'agit d'un débat central, qui n'a rien de protocolaire ou de cérémonial. C'est pourquoi il doit figurer au programme de l'Assemblée générale, sans qu'il soit nécessaire de demander expressément sa tenue annuelle, car il s'agit d'un outil de dissuasion indispensable qu'il faut transformer en instrument concret, comme l'a déclaré le Représentant permanent du Liechtenstein au nom d'un groupe de pays, dont l'Équateur. Nous nous associons pleinement à sa déclaration (voir A/78/PV.70). Voici de quoi il retourne. Il s'agit de soutenir le pilier central du multilatéralisme, à savoir le rôle et l'autorité de l'Assemblée générale en tant qu'organe principal de l'Organisation, l'organe délibérant le plus démocratique et le plus inclusif de l'ONU. C'est pourquoi je tiens à me féliciter de l'application efficace de la résolution 76/262, avec la convocation en temps voulu des débats nécessaires au cours des deux dernières années et la présentation, par le Conseil de sécurité, de ses rapports spéciaux, conformément au mandat établi par cette résolution.

Il convient de rappeler que le paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies dispose que

« [l]e Conseil de sécurité soumet pour examen des rapports annuels et, le cas échéant, des rapports spéciaux à l'Assemblée générale ».

Cette disposition fait donc partie intégrante du processus par lequel le Conseil de sécurité rend compte à l'Assemblée. Par conséquent, je souligne que les rapports spéciaux du Conseil de sécurité, mentionnés dans la résolution 76/262, sont requis, qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale soit tenue ou non sur la question du veto. J'insiste sur le fait que l'initiative relative au veto contribue à renforcer les synergies et l'interaction entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. C'est d'autant plus important que la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, qui incombe au Conseil de sécurité conformément à

l'Article 24 de la Charte, n'implique pas qu'il dispose d'une autorité exclusive dans ce domaine, sauf en ce qui concerne l'adoption de mesures coercitives. Les questions liées à la paix et à la sécurité peuvent impliquer l'autorité partagée du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, par exemple dans le domaine du désarmement.

En fait, s'agissant de l'interprétation de la résolution 76/262, nous pouvons envisager plusieurs questions. Par exemple, si un membre exerce son droit de veto dans des cas prévus au Chapitre VI ou au paragraphe 3 de l'Article 52 de la Charte, et que les membres de l'Assemblée générale considèrent qu'il est partie au différend en question, ce membre devrait expliquer pourquoi il n'a pas tenu compte des dispositions finales du paragraphe 3 de l'Article 27, qui l'obligent à s'abstenir de voter.

À cet égard, en janvier 2023, dès que l'Équateur a assumé la responsabilité de membre élu du Conseil de sécurité, il a déclaré que l'application partielle de l'article consacrant le veto était discutable. Il faut également tenir compte du fait que le paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte n'est pas le seul à prévoir un veto sans le mentionner. L'Article 108, qui dispose que toute réforme nécessite la ratification de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, va également dans ce sens, tout comme l'Article 109. Mais ce ne sont pas non plus les seuls mécanismes de veto existants. L'on oublie souvent le droit de veto dont disposent les membres permanents dans le processus de sélection du Secrétaire général. Les membres permanents peuvent également bloquer la répartition des présidences des organes subsidiaires du Conseil de sécurité et, donc, y opposer leur veto. En réalité, les membres élus peuvent faire de même, mais la dynamique fait que ce n'est généralement pas le cas. Il faut également noter que le veto des 15 membres du Conseil est nécessaire pour bloquer une déclaration de la présidence, une déclaration à la presse ou tout autre document du Conseil, même lorsqu'un consensus se dégage au sein de la communauté internationale, comme dans le cas de la non-prolifération.

L'histoire de l'Organisation nous a montré à maintes reprises que le recours au droit de veto n'a pas favorisé l'avènement d'un monde plus sûr, au contraire. C'est pourquoi, dans le cadre du processus de réforme du Conseil de sécurité, l'Équateur n'est pas favorable à l'extension du droit de veto, mais s'y oppose. Nous en exigeons la limitation. C'est pourquoi mon pays, à l'instar de la majorité des délégations, estime que le Conseil de sécurité doit refléter la réalité du monde d'aujourd'hui. Toutefois, nous ne préconisons pas que les privilèges perpétuels soient étendus en fonction des rapports de force du monde d'aujourd'hui, mais nous pensons plutôt au concept et au modèle éthique de notre époque, comme

la démocratie, fondée sur les principes de l'alternance et de l'obligation de rendre des comptes. J'espère que la réflexion sur les mécanismes permettant de limiter l'utilisation du veto se poursuivra afin de les développer grâce à une diplomatie agissante.

Pour terminer, l'Équateur, de concert avec le Portugal et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, invite de nouveau tout le monde au deuxième atelier annuel, prévu le 13 mai, pour renforcer les relations entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne l'exercice du droit de veto.

M. Pieris (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Le débat sur l'exercice du droit de veto n'est pas une entreprise facile. Premièrement, l'analyse objective est entravée par le fait que les États omettent souvent de donner des éclaircissements sur les motifs réels de leur vote. Même lorsque les États donnent une explication publique, celle-ci ne correspond pas nécessairement à la vraie raison. Il y a également le problème du recours à ce que l'on appelle le veto implicite, par lequel un membre permanent menace d'exercer son droit de veto si une certaine mesure ou déclaration est mise aux voix. Ce mécanisme est utilisé principalement dans le cadre de consultations tenues à huis clos plutôt qu'en séance publique, ce qui rend extrêmement difficile l'obtention d'informations sur son utilisation et l'évaluation de ses effets sur les travaux du Conseil de sécurité.

Notre tâche aujourd'hui est cependant de faire la lumière sur l'exercice du droit de veto dans le contexte de la formulation et, plus important encore, de l'esprit de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies. Au-delà de la permanence elle-même, le droit de veto est probablement la distinction la plus marquante faite par la Charte entre les membres permanents et les membres non permanents. Le paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte dispose que toutes les décisions du Conseil sur les questions de fond doivent être prises par un vote affirmatif « dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents ». La question du veto a donc été examinée à de nombreuses reprises, et l'est régulièrement lors des débats annuels sur les méthodes de travail, et elle fait partie des sujets les plus fréquemment abordés dans le cadre de la quasi-totalité des discussions sur les méthodes de travail du Conseil.

Nous savons que les membres permanents se servent du droit de veto pour défendre leurs intérêts nationaux, pour défendre un principe de leur politique étrangère ou, parfois, pour promouvoir une seule question revêtant une importance notable pour l'État Membre

concerné. Il peut être intéressant de noter que, depuis le premier cas de recours au veto concernant un projet de résolution relatif au retrait de troupes étrangères (voir S/PV.23), le droit de veto a été exercé 293 fois.

L'on a fait remarquer que, depuis la fin de la guerre froide, en 1991, de nouvelles pratiques ont été introduites dans l'exercice du droit de veto par différents membres permanents. Je dois cependant mentionner que ces méthodes d'utilisation du veto n'ont pas été entièrement bénéfiques aux États Membres et à la communauté internationale dans son ensemble. Les Membres de l'Organisation comprendront que le veto entrave l'action du Conseil de nombreuses façons qui vont au-delà de son utilisation réelle dans un vote. Il est arrivé qu'un projet de résolution ne soit pas formellement déposé en raison de la menace d'un recours au veto par un ou plusieurs membres permanents. L'Assemblée comprendra qu'il n'est pas facile d'inventorier tous les cas si la trace écrite d'une activité ne peut être suivie que si un projet de texte est distribué en tant que document du Conseil, ce qui se produit généralement lorsque l'on s'attend fortement à ce que le projet de résolution soit adopté. Nous avons également constaté qu'à certaines occasions, un État Membre, coauteur d'un projet de résolution, peut le mettre aux voix, sachant pertinemment qu'il lui sera opposé un veto, dans le seul but de recueillir un soutien symbolique à une question particulière au sein du Conseil.

Il est intéressant de noter qu'à la suite du Sommet du Millénaire de 2000, qui a débouché sur le Sommet mondial de 2005, le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement a exhorté les membres permanents, à titre personnel, à envisager sérieusement de s'abstenir d'exercer leur droit de veto en cas de génocide, de violations graves des droits de l'homme et d'atteintes aux droits de l'homme à grande échelle, et à s'y engager. Après le Sommet, plusieurs gouvernements ont demandé aux membres permanents de s'abstenir d'exercer leur droit de veto pour bloquer toute action du Conseil visant à prévenir le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Par la suite, en 2013, certains États Membres ont formé un groupe de travail informel pour promouvoir l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité. Ce mécanisme, mis en place le 2 mai 2013 sous le nom de Groupe Responsabilité, cohérence et transparence (Groupe ACT), est un regroupement interrégional de 27 États qui cherche à accroître l'efficacité du Conseil en améliorant ses méthodes, notamment en introduisant des freins et des contrepoids à l'exercice du droit de veto. Le Groupe ACT a travaillé sur un code de conduite pour les membres

du Conseil qui examinent des questions de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Le code s'efforce de les persuader de ne pas recourir au veto dans des situations impliquant des atrocités criminelles et les invite, ainsi que tout État qui pourrait aspirer à devenir membre du Conseil, à adhérer au code.

Heureusement, la réponse a été plutôt encourageante, puisque 120 États Membres ont soutenu le code de conduite, dont deux membres du Conseil et huit des membres élus qui ont siégé au sein de cet organe en 2020. Il est donc intéressant de noter qu'à partir des années 2000, certains membres ont plaidé pour que les membres permanents du Conseil s'abstiennent volontairement de recourir au droit de veto. Une réunion ministérielle s'est même tenue sur cette question en septembre 2014 en marge de la soixante-neuvième session de l'Assemblée, au cours de laquelle le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a fait une déclaration en soutien à cette initiative, appelant les cinq membres permanents du Conseil à s'abstenir volontairement et collectivement d'exercer leur droit de veto en cas de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre à grande échelle. Il est regrettable que seulement un membre permanent du Conseil ait soutenu l'initiative.

Ce matin, nous avons entendu le discours d'ouverture prononcé par le Président de l'Assemblée générale, suivi de la déclaration faite par S. E. l'Ambassadeur du Liechtenstein (voir A/78/PV.70), appelant au renforcement de la responsabilité du Conseil au moyen de la procédure permettant à l'Assemblée générale de débattre de l'exercice du droit de vote. Ce fut un rappel salutaire indiquant que le veto ne marque plus la fin des concertations et que nous devons sauvegarder la crédibilité de l'Assemblée générale et profiter de sa volonté politique collective pour aborder cette question sérieuse.

Comment alors évaluer l'exercice du droit de veto et les nombreuses propositions de réforme ? Comme le dit un universitaire, pour la plupart des États Membres de l'ONU, l'Article 27 de la Charte des Nations Unies est une codification de la dure réalité selon laquelle certains États sont supérieurs à d'autres, alors que cette déclaration ne reflète évidemment pas la philosophie qui sous-tend le paragraphe 2 de l'Article 1 de la Charte, qui est de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe sacré de l'égalité des droits des peuples, ni les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 2, qui, en termes non équivoques, établit le principe de l'égalité souveraine, l'un des piliers fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies d'aujourd'hui.

Cependant, nous ne devons pas oublier qu'en 1945, les États fondateurs étaient motivés par l'exigence de garantir le maintien de relations pacifiques entre les principales puissances planétaires et de s'assurer leur soutien dans le maintien de la paix mondiale, ce qui ne pouvait être réalisé que par l'adoption d'un mécanisme qui sauvegarderait les intérêts nationaux importants des principaux États Membres, tout en reconnaissant qu'il incomberait à ces États Membres importants de maintenir la paix et la sécurité internationales dans l'ensemble des Nations Unies. Il est un fait historique que les raisons qui sous-tendent l'inclusion de l'Article 27 étaient bien fondées dans le contexte de la disparition de la Société des Nations. Il semblerait donc qu'au cours des 75 dernières années, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont fait front commun, ostensiblement avec plus de souplesse, sur plusieurs questions d'intérêt mondial. Il a toutefois été observé que, même si la raison d'être du droit de veto n'est pas totalement infondée, cela ne signifie pas que son utilisation n'a pas été problématique.

Pour terminer, je voudrais rappeler la nécessité de faire échec au type le plus inquiétant d'exercice du droit de veto, celui qui empêche le Conseil de sécurité de prendre des mesures concernant les crimes internationaux et les massacres de civils, étant donné que de tels actes tranchent avec les buts inscrits dans la Charte des Nations Unies et sont en contradiction avec l'importance des droits humains fondamentaux dans le contexte de l'état actuel des relations internationales. Au demeurant, bien que les débats sur la question du veto soient chargés d'émotion, les deux parties, à savoir les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les autres États Membres, défendant chacune sa position et accordant peu d'attention à la logique des arguments de l'autre, Sri Lanka est d'avis que toute réforme de la Charte doit réexaminer la question de l'exercice du droit de veto et qu'il est temps pour tous les États Membres, y compris les cinq membres permanents du Conseil, d'engager une discussion ouverte et franche sur les récents événements qui nous obligent à accorder une attention sérieuse à l'exigence du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. Abesadze (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier les organisateurs du débat d'aujourd'hui et à exprimer notre sincère gratitude à la délégation du Liechtenstein pour le rôle moteur qu'elle n'a cessé de jouer sur cette question.

Nous sommes heureux de constater que le débat général sur l'initiative relative au veto sera automatiquement programmé à l'avenir. Les dispositions de cette initiative

restent aussi pertinentes qu'elles l'étaient le 26 avril 2022, lorsque la résolution 76/262 a été adoptée par consensus. Je dirais même qu'elles sont encore plus pertinentes aujourd'hui, étant donné le nombre croissant de recours au veto enregistré au cours des deux dernières années.

Le droit de veto n'est pas un privilège, mais une responsabilité qui découle de la Charte des Nations Unies. Une explication détaillée et complète des raisons pour lesquelles un veto a été mis est essentielle pour établir une coordination responsable et efficace entre les deux organes principaux de l'ONU. Chaque fois que le Conseil échoue, l'Assemblée générale fournit un cadre pour exposer les cas dans lesquels le veto n'a pas été utilisé pour son objectif de départ, mais simplement pour des intérêts politiques étroits. Les États qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité ont maintenant la possibilité de réagir aux explications fournies par ceux qui ont exercé leur droit de veto. Que ces explications soient plausibles ou non, l'Assemblée générale poursuit les délibérations sur la question et tire des conclusions définitives.

Cela m'amène au point suivant, à savoir l'exercice abusif du droit de veto. La position de la Géorgie sur la limitation du recours au droit de veto est claire. Nous soutenons pleinement la déclaration politique sur la suspension du veto en cas d'atrocités criminelles, présentée par la France et le Mexique à la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, ainsi que le Code de conduite relatif à l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, présenté par le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence. En même temps, nous pensons que le droit de veto devrait être limité dans les cas où un membre du Conseil est impliqué dans le conflit à l'examen et ne peut donc pas exercer son droit de manière impartiale. L'Article 27 de la Charte des Nations Unies énonce que, dans une série de décisions spécifiques importantes, « une partie à un différend s'abstient de voter ». Les principes consacrés par la Charte doivent être respectés.

L'agression en cours de la Russie contre l'Ukraine est une nouvelle illustration de l'incapacité du Conseil à remplir efficacement son mandat, à savoir mettre fin à la guerre et empêcher l'effusion de sang. Avant l'Ukraine, il y a eu la Géorgie. En 2008, nous avons connu le même sort : l'incapacité du Conseil à réagir de manière adéquate à l'agression de la Russie contre son voisin souverain. En fait, cette situation se poursuit à ce jour avec l'occupation illégale de deux régions de la Géorgie, l'Abkhazie et Tskhinvali. Il est donc primordial pour nous de remédier à l'utilisation abusive du droit de veto.

Entre-temps, nous restons attachés au processus de négociations intergouvernementales et nous examinons cette question dans un cadre approprié. Toutefois, sans préjudice des prérogatives du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité, nous devons continuer à prendre des mesures pour renforcer le rôle de l'Assemblée générale en cas de menace contre la paix ou d'acte d'agression. Au cours des deux dernières années, nous avons prouvé que l'initiative relative au droit de veto est un outil important à notre disposition pour remodeler progressivement les relations entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale et, en fin de compte, pour accroître la responsabilité du Conseil vis-à-vis de l'ensemble des Membres de l'Organisation.

En tant que l'un des principaux auteurs de cette initiative, la Géorgie contribuera à cet effort collectif.

M^{me} Jiménez de la Hoz (Espagne) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation du débat d'aujourd'hui sur l'exercice du droit de veto, qui est clairement un élément essentiel de la réforme du Conseil de sécurité.

L'Espagne partage le sentiment général des États Membres qui proposent d'abolir complètement le veto, car il est l'une des causes fondamentales des déficiences actuelles du Conseil.

Le recours au droit de veto a connu une croissance exponentielle ces dernières années. En 2021, le veto a été utilisé une fois. Il l'a été quatre fois en 2022, cinq fois en 2023 et, cette année, il a déjà été exercé quatre fois en seulement quatre mois. Tant que nous n'aurons pas atteint l'objectif d'éliminer le veto, nous devons établir des règles claires pour garantir qu'il est exercé de manière responsable et non en raison d'intérêts particuliers. Le droit de veto est à la fois une prérogative et une responsabilité supplémentaire vis-à-vis des États Membres et des citoyens du monde. Chaque fois que le Conseil de sécurité ne parvient pas à adopter une décision concernant la paix et la sécurité internationales en raison d'un recours au droit de veto, il s'agit d'un échec de notre architecture de sécurité collective, ce qui entraîne des conséquences concrètes et de grande portée dans le monde réel et porte atteinte au multilatéralisme.

L'Espagne se déclare une nouvelle fois favorable à ce que les cinq membres permanents du Conseil s'engagent, par des mesures spécifiques, à ne pas recourir au droit de veto dans certaines circonstances, notamment en cas d'atrocités criminelles et de crimes de guerre, conformément à l'initiative franco-mexicaine et au Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence relatif à l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les

crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Il est par ailleurs important que l'exercice du droit de veto s'accompagne d'une obligation de rendre des comptes. À cet égard, nous appuyons la résolution 76/262, qui contribue également à renforcer la coopération entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. L'Espagne est résolument déterminée à continuer de déployer des efforts en vue d'une plus grande convergence sur ces questions.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu la dernière oratrice dans le débat sur ce point de l'ordre du jour.

Plusieurs délégations ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Kim Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation est contrainte d'exercer son droit de réponse en réaction aux déclarations absurdes faites par le représentant de la République de Corée. Pour le dire clairement une fois de plus, nous n'avons jamais reconnu les résolutions du Conseil de sécurité assorties de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée, qui vont directement à l'encontre des principes d'égalité souveraine des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures, tels qu'énoncés dans la Charte des Nations Unies, et de l'esprit de respect du droit d'un État souverain à la légitime défense. En fait, ces résolutions du Conseil de sécurité sont le fruit de la politique haineuse et hostile des États-Unis qui vise à fouler aux pieds la souveraineté et le droit au développement et à l'existence de mon pays. De ce point de vue, ces textes sont les rebuts de l'histoire qui n'auraient jamais dû exister. Les résolutions assorties de sanctions visant la République populaire démocratique de Corée reposent sur un système de deux poids, deux mesures extrêmement partial et sur la théorie hostile selon laquelle les menaces politiques et militaires constantes et les provocations guerrières des États-Unis et de leurs partisans contre mon pays sont considérées comme des mesures raisonnables de légitime défense, tandis que l'exercice du droit à la légitime défense par un État souverain se défendant contre le plus grand État doté d'armes nucléaires au monde est considéré comme une menace contre la paix.

Il existe un certain nombre d'États dotés d'armes nucléaires dans le monde en dehors de la République populaire démocratique de Corée. Pourtant, seul mon pays est concerné par les résolutions les plus inhumaines en matière

de sanctions. Cette situation est due à un comportement de connivence et à la tolérance de l'autoritarisme et de l'arbitraire des États-Unis, qui s'opposent à la République populaire démocratique de Corée au motif déraisonnable que nous avons des idées et des systèmes différents des leurs et que nous ne sommes pas d'accord avec leur politique injuste. L'histoire a montré que les tentatives coercitives visant à empêcher la République populaire démocratique de Corée d'exercer sa souveraineté ont débouché sur une défiance et une résistance plus fortes et non sur des solutions au problème posé. Même si les États-Unis et leurs partisans nous imposaient des sanctions pendant des centaines ou des milliers d'années, ils n'entraveraient jamais notre développement indépendamment ni ne nous empêcheraient de renforcer nos moyens de dissuasion.

Actuellement, les États-Unis et la République de Corée poussent l'affrontement militaire avec la République populaire démocratique de Corée à un niveau plus provocant et agressif que jamais. Comme chacun le sait, les bellicistes militaires des États-Unis et de la République de Corée ont organisé un exercice de formation conjointe, avec plus de 100 avions de guerre de différents types au-dessus de la péninsule coréenne, à partir du 12 avril. Ils sont même allés plus loin en incitant à une fièvre guerrière extrême, faisant complètement tomber les masques de défense et de dissuasion et réclamant ouvertement une avancée contre la République populaire démocratique de Corée. Non contents d'introduire fréquemment des moyens stratégiques nucléaires dans les environs de mon pays et d'organiser des exercices de guerre, les États-Unis et la République de Corée médiatisent davantage le fait que l'exercice vise directement la République populaire démocratique de Corée. Pire encore, les États-Unis et l'unité spéciale de la République de Corée ont organisé un exercice conjoint d'infiltration aéroportée dans le but d'infiltrer rapidement n'importe quelle région de notre territoire pour éliminer une cible.

Tant que le cadre de sécurité de mon pays sera gravement menacé par les provocations militaires incessantes des puissances hostiles visant à nous étouffer par la force, nous renforcerons plus massivement et plus rapidement nos capacités militaires les plus solides, qui sont à même de contrôler la situation en amont afin de garantir la sécurité du pays et la paix dans la région.

M^{me} Tak (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais réagir brièvement aux allégations dénuées de fondement que vient de faire le représentant de la République populaire démocratique de Corée concernant ce qu'il qualifie de politique hostile de la République de Corée et des États-Unis à l'égard de Pyongyang.

Nous tenons tout d'abord à souligner que ces allégations sont sans fondement et trompeuses. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Ce sont les menaces toujours plus nombreuses posées par les programmes nucléaire et de missiles balistiques illégaux de la République populaire démocratique de Corée qui expliquent que nous renforçons notre coopération avec les États-Unis en matière de dissuasion élargie, et non l'inverse. Il s'agit d'une réponse légitime à la poursuite de l'escalade et du comportement dangereux de la République populaire démocratique de Corée, qui menace ouvertement d'utiliser des armes nucléaires.

Nous sommes fermement convaincus que nos efforts visant à renforcer la dissuasion dans la péninsule coréenne contribueront à la paix et à la stabilité régionales. Le Gouvernement de mon pays, en tant que gouvernement responsable, a le devoir de protéger la vie et la sécurité de notre peuple contre les menaces militaires de la République populaire démocratique de Corée. Cette posture conjointe, y compris les exercices et les activités de formation que nous effectuons en commun, répond à la menace militaire croissante de la République populaire démocratique de Corée. Ces exercices et activités de formation s'inscrivent dans une coopération de longue date, routinière et à visée défensive. Ils sont annoncés à l'avance et menés sur la base de plans disponibles, dont l'objectif fondamental est de défendre notre patrie contre toute agression.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je demande au représentant de la République populaire démocratique de Corée de limiter sa deuxième intervention à cinq minutes.

M. Kim Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Je me vois contraint de reprendre la parole pour réagir à la déclaration provocatrice faite par la représentante de la République de Corée, à qui je conseille de lire attentivement la Charte des Nations Unies. Toutes les activités du système des Nations Unies, y compris celles du Conseil de sécurité, reposent sur les principes cardinaux inscrits dans la Charte, à savoir l'égalité souveraine des États, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale des États.

Le déploiement fréquent de moyens nucléaires américains et les exercices militaires conjoints visant la République populaire démocratique de Corée dans la péninsule coréenne et alentour sont à l'origine d'un cercle vicieux de tensions, ce que personne ne nierait. Plus grave encore, les États-Unis et la République de Corée osent parler de changement de régime. Les chiens effrayés aboient plus fort. Les chiens aboient, la caravane passe. Une augmentation des provocations ne fera qu'entraîner une réaction plus déterminée de la part de mon pays. La politique autodestructrice de la République de Corée à l'égard de la République populaire démocratique de Corée ne fera qu'aggraver la crise de sécurité qui frappe ce pays.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Aucune autre délégation n'ayant demandé la parole, l'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 63 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 16 h 20.